

N° DP 25/530

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION D'UNE PARCELLE A LA SEYNE-SUR-MER CHEMIN DE LA FERME CADASTRÉE SECTION BH N°468

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L.1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU l'emplacement réservé n°107 inscrit au Plan Local d'Urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement du chemin de la Ferme à 8 mètres,

VU l'extrait du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 21 juin 2024 par lequel la SACICAP PROCIVIS PACA donne son accord pour la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole de la parcelle cadastrée à La Seyne-sur-Mer section BH n°468,

VU le plan cadastral matérialisant la parcelle cadastrée section BH n°468,

VU le projet d'acte authentique de vente,

CONSIDERANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDERANT que la parcelle à La Seyne-sur-Mer, chemin de la Ferme, cadastrée section BH n°468 constituant l'emprise nécessaire à l'élargissement du chemin de la Ferme, a été créée à l'occasion de la réalisation du lotissement les Amandiers par la société CREDIT IMMOBILIER DU VAR,

CONSIDERANT que le lotissement Les Amandiers a été approuvé par arrêté du 07/01/1989 sous le numéro PC08312689TL002, lequel prévoyait la cession gratuite de l'emprise nécessaire à l'élargissement du chemin de la Ferme,

CONSIDERANT que la société PROCIVIS PACA est aujourd'hui transmissionnaire du patrimoine de la société CREDIT IMMOBILIER DU VAR à la suite de différentes fusions et absorptions intervenues depuis lors,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section BH n°468 d'une superficie de 130 m² est concernée en totalité par l'emplacement réservé n°107 précité,

CONSIDERANT que l'acquisition de cette parcelle permettra la mise en œuvre de l'élargissement du chemin de la Ferme, sur un linéaire où la visibilité est réduite, sécurisant et fluidifiant la circulation de l'ensemble des usagers de cette voie,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, de la parcelle cadastrée section BH n°468 d'une superficie de 130 m² auprès de la société PROCIVIS PACA,



DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR la parcelle sise sur la commune de La Seyne-sur-Mer (83500), chemin de la ferme, cadastrée section BH n°468 d'une superficie de 130 m², auprès de la société PROCIVIS PACA, au prix d'un euro symbolique (1€).

ARTICLE 2

D'ETABLIR ET DE SIGNER tous les documents permettant d'officialiser cette acquisition, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe.

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées ultérieurement dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial « Notaires du Pentagone - SCP Jean-Pierre PORCEL, Samantha ARNEODO, Christophe CARRET » sis 82 boulevard Etienne Peyre à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente, dont tous les frais seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 (et suivants), opération 60401, fonction 844, article 2111 – Service DGST.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

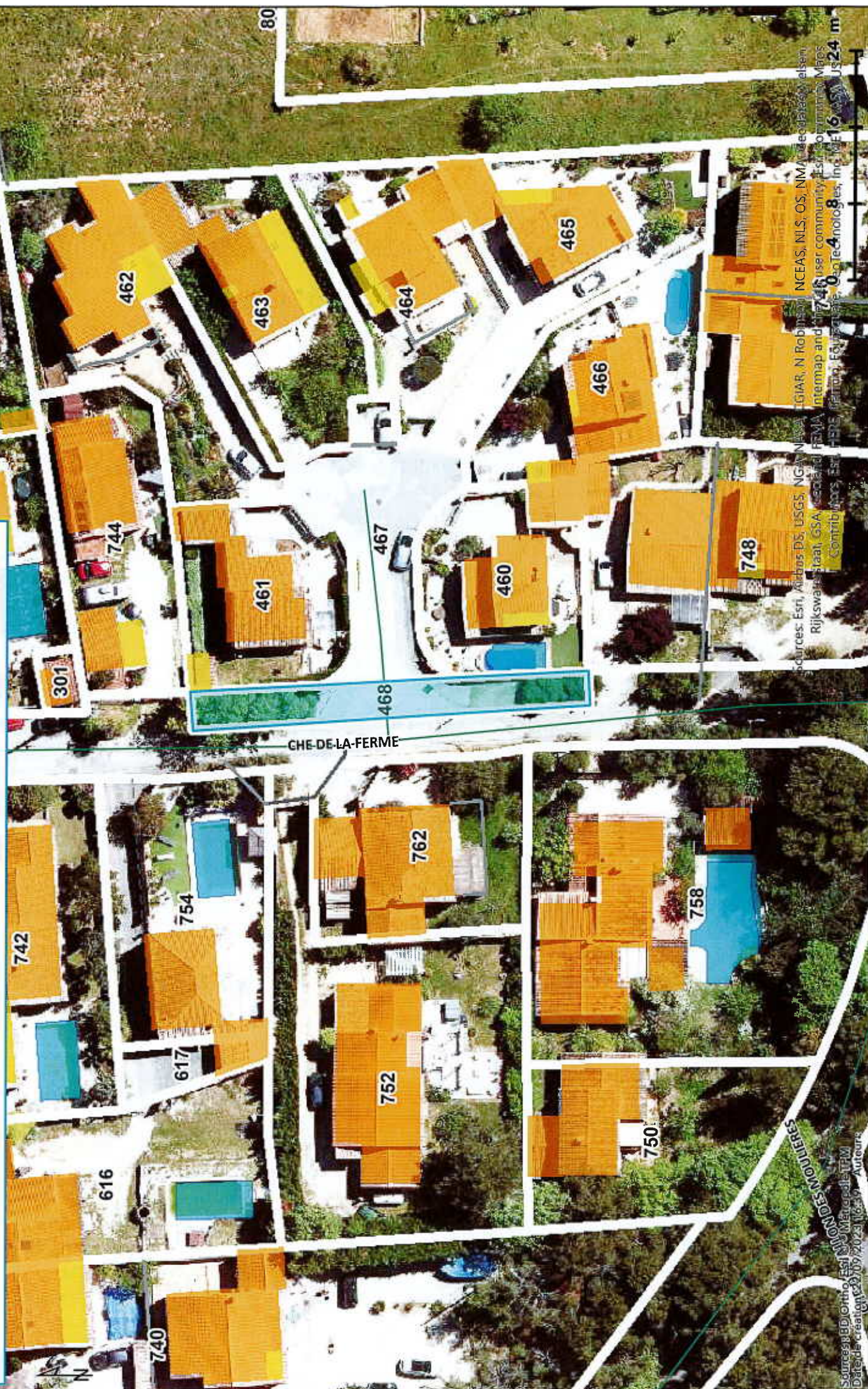
Fait à Toulon, le

14 MAI 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





réf : A 2008 29740 / AR 18996

PARTIE NORMALISEE

L'AN **DEUX MILLE VINGT-CINQ**

Le ---

Maître Alexandra REVEST, notaire de la Société civile professionnelle dénommée "Samantha ARNEODO et Christophe CARRET, Notaires associés", société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à la SEYNE SUR MER (Var) Le Pentagone, 82 boulevard Etienne Peyre, code CRPCEN : 83068,

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

VENTE D'IMMEUBLE

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) Vendeur

La société dénommée "**PROCIVIS PACA**",

Autre société anonyme coopérative à conseil d'administration, à capital variable minimum de 18 500 €, dont le siège social est à **AVIGNON (84000), 40 boulevard Saint Michel**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **AVIGNON** sous le numéro unique d'identification **652 620 626**.

Ci-après dénommé(e) "**LE VENDEUR**"
D'UNE PART

2) Acquéreur

La "**METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**", dont le siège social est à **TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **TOULON** et identifiée sous le numéro unique d'identification **248 300 543**.

Dont la dénomination sera ci-après "**L'ACQUEREUR**"
D'AUTRE PART

PRESENCE - REPRESENTATION

En ce qui concerne le vendeur :

- La société "**PROCIVIS PACA**" est représentée par M---, ---PROFESSION, demeurant à ---, ici présent et acceptant, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par M---, aux termes d'une procuration sous seing privé en date à ---, du --- dont une copie est demeurée ci-annexée ; ledit M--- agissant lui-même en qualité de ---, de la société et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date à ---, du --- dont un extrait certifié conforme est demeuré ci-annexé.

En ce qui concerne l'acquéreur :

- La "**METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**" est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la Métropole TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, président de la Métropole, aux termes d'un arrêté numéro AP 23/49 en date du 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023, dont la copie est demeurée ci-annexée (annexe ++).

Ladite délégation de pouvoirs complétée aux termes d'un arrêté numéro AP 24/3 en date du 7 février 2024 notifié à Monsieur le Préfet le même jour, dont la copie est demeurée ci-annexée (annexe +++).

Monsieur GIRAN agissant tant en sa qualité de Président de la Métropole, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023, dont la copie est demeurée ci-annexée qu'en vertu de la délégation de pouvoirs du Conseil métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023, dont la copie est demeurée ci-annexée (annexe ++).

La Métropole a été constituée aux termes du Décret n°201 7-1 758 du 26 décembre 2017, emportant depuis le 1er janvier 2018, transfert de plein droit à son profit de la compétence communale en matière de voirie, et des engagements juridiques antérieurs s'y rapportant.

La présente opération ayant été spécialement autorisée par décision du Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE sous le numéro ++++ en date du +++, visée par la Préfecture de TOULON en date du ++, demeurée ci-annexée (Annexe +++) et publiée conformément à l'article 2131-1 du Code des Collectivités Territoriales.

Le représentant de la Métropole atteste sous sa responsabilité que les décisions et délibérations sus visées ont un caractère exécutoire et déclare expressément que ces décisions n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif ni d'aucun retrait.

TERMINOLOGIE

- Le mot "Vendeur" désigne le ou les "Vendeurs", présents ou représentés. Si le vendeur est une personne morale, le mot "Vendeur" s'applique alors tant à la

personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Le mot "Acquéreur" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. Si l'acquéreur est une personne morale, le mot "Acquéreur" s'applique alors tant à la personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les termes "le bien", "les biens", "les biens et droits immobiliers", "bien vendu", "biens vendus", "immeuble", "immeubles" ou "fractions d'immeuble" seront employés indifféremment pour désigner le ou les biens objets de la présente vente.

- Le mot "ensemble immobilier" désigne l'immeuble soumis au régime de la copropriété dont dépendent les Biens.

- Les mots "biens mobiliers", s'il en existe, désignent les meubles et objets mobiliers objet des présentes.

CAPACITE

Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège respectif.

EXPOSE

Préalablement à l'acte objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de LA SEYNE SUR MER en date du 25 octobre 2007 - DEL07334, enregistrée auprès des services de la Préfecture en date du 31 octobre 2007, et demeurée ci annexée (annexe ++), il a notamment été indiqué ce qui suit :

« Suivant l'arrêté délivré par Monsieur le Maire, le 7 juin 1989, sous le numéro PC 083 126 89 TL 002, la Société dénommée le Crédit Immobilier du Var a été autorisée à créer un lotissement de 7 lots.

L'article 2 de ce permis prévoit que le terrain nécessaire à l'aménagement des voies sera cédé gratuitement à la Commune. La voie communale n° 207 dite chemin de la Ferme est concernée par un emplacement réservé inscrit au Plan Local d'Urbanisme sous le numéro 107 pour un élargissement de voie à 8 mètres. La parcelle cadastrée BH 468 d'une superficie de 130 m² appartenant toujours au lotisseur correspond à cet élargissement.

Par courrier en date du 1^{er} mars 2006, le propriétaire de ladite parcelle a demandé à ce que soit réalisée cette cession gratuite.

Il convient de préciser que les Articles L. 1311-9 et L. 1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que tout projet d'opération immobilière, notamment l'acquisition amiable, doit être précédé d'une demande d'avis au auprès des Services Fiscaux lorsque la valeur vénale du bien est égale ou supérieure à 75 000 €. A contrario l'avis des Domaines n'est pas obligatoire en dessous de ce seuil, ce qui correspond à la présente opération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter la cession gratuite prévue dans le permis de lotir précité et portant sur une emprise de 130 m².

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du rapporteur :

Vu le plan de situation,

Vu l'arrêté de permis de lotir n° 083 126 89 TL 002,

Vu l'emplacement réservé n°107 inscrit au PLU pour permettre l'élargissement à 8 mètres de la VC n° 207 dénommée chemin de la Ferme,

Vu la lettre du Crédit Immobilier du Var en date du 1^{er} mars 2006,

Vu les Articles L. 131 -9 et L. 1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1 - d'accepter la cession gratuite de la parcelle cadastrée BH 468 pour une superficie de 130 m² consentie par la Société dénommée le Crédit Immobilier du Var au profit de la Commune ;

ARTICLE 2 - de dire que les biens acquis seront classés dans le domaine public communal conformément aux dispositions de l'Article L. 141-3 du Code de la Voirie Routière.

[...] »

Par ailleurs, pour une meilleure compréhension des présentes, il est ici précisé que :

*Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 25 mai 2007, le Crédit Immobilier du Var a changé de dénomination pour la nouvelle dénomination sociale suivante : SACICAP du VAR ;

*Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 30 juin 2022, il a été approuvé la fusion par voie d'absorption de la société SACICAP DU VAR par la société SACICAP VAUCLUSE ;

*Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 27 septembre 2022, la SACICAP DU VAUCLUSE a changé de dénomination pour la nouvelle dénomination sociale suivante : PROCIVIS PACA

Ceci exposé, il est passé à l'acte objet des présentes :

OBJET DU CONTRAT

Le vendeur vend à l'acquéreur, qui accepte, la pleine propriété des biens dont la désignation suit :

DESIGNATION DES BIENS

LA SEYNE SUR MER (Var)

A LA SEYNE SUR MER (83500), 207 chemin de la Ferme, une parcelle de terre actuellement à usage de voirie.

Ledit immeuble cadastré :

Section BH n°468, lieudit Les Plaines, pour une superficie de 1a 30ca

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

Plan - L'immeuble n'a pas donné lieu à l'établissement d'un plan par un géomètre-expert, mais il figure sur une copie du plan cadastral demeurée ci-annexée.(annexe +++)

Il est toutefois précisé qu'un plan cadastral est un document administratif utilisé pour recenser et identifier les immeubles en vue de l'établissement des bases des impôts locaux. Sa finalité étant essentiellement fiscale, il n'a pas vocation à garantir un droit de propriété.

Description - L'acquéreur déclare avoir visité les lieux à sa convenance et dispense le vendeur d'une plus ample désignation ou d'autres précisions concernant leur consistance.

Quotité des droits concernés - L'immeuble vendu appartient au vendeur seul en pleine propriété.

REFERENCES DE PUBLICITE FONCIERE

Effet relatif - Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître PIERONI MIGNON, notaire à TOULON, le 14 juin 1989, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 28 juillet 1989 volume 1989 P numéro 7089.

CHARGES ET CONDITIONS AYANT UNE INCIDENCE FISCALE

Frais - Tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront payés par l'acquéreur, qui s'y oblige expressément.

Autres charges et conditions - La présente vente a lieu, en outre, aux charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles qui figureront ci-après, en suite de la partie normalisée.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Transfert de propriété - L'acquéreur aura la propriété de l'immeuble vendu à

compter de ce jour ; il en supportera les risques à compter du même jour.

Entrée en jouissance - Le vendeur transmet à l'acquéreur la jouissance de l'immeuble vendu à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de toute occupation, ainsi que le déclare le vendeur.

P R I X

La présente vente est conclue moyennant le prix de **UN EURO (1 €)**
SYMBOLIQUE FORFAITAIRE ET NON RECOUVRABLE.

Le Notaire soussigné atteste sous sa responsabilité qu'il n'existe pas à sa connaissance de vente ou promesse de vente antérieure concernant le bien objet de la présente vente.

Désistement d'hypothèque légale spéciale et action résolutoire - Par suite le vendeur déclare se désister de tous droits d'hypothèque légale spéciale et action résolutoire, en ce qui concerne le mode de paiement du prix, et les charges pouvant résulter du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

Formalité unique - Le présent acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Pouvoirs - Tous pouvoirs nécessaires pour produire au service de la publicité foncière compétent, les justifications qu'il pourrait réclamer et pour signer les actes complémentaires ou rectificatifs qu'il serait éventuellement utile d'établir sont consentis à tout clerc ou collaborateur de l'étude.

Le notaire rédacteur a informé le débiteur qu'en vertu des dispositions des articles 150 U et suivants du Code général des impôts et sauf exonération prévue, une déclaration contenant les éléments servant à la liquidation de la plus-value éventuelle, établie conformément aux dispositions de l'article 150 VG du même code, doit-être déposée par ses soins à l'appui de la réquisition de publier ou de la présentation à l'enregistrement, et que le montant de l'impôt sur la plus-value éventuelle sera acquitté à cette même occasion.

Impôt sur la plus-value - Le représentant de la société venderesse déclare sous sa responsabilité que la société venderesse a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes, et qu'elle est passible de l'impôt sur les sociétés ;

En conséquence, la présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de l'article 150 U du Code général des impôts comme étant consentie par une société ne relevant pas des articles 8 à 8 ter du même code.

A toutes fins utiles, il déclare également qu'elle dépend, pour ses déclarations de revenus, du **Centre des finances publiques d'AVIGNON, AVE DU 7EME GENIE, BP 81096, 84097 Avignon.**

Taxe sur la valeur ajoutée - Le vendeur déclare être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts.

Il déclare également que l'immeuble ne doit pas être considéré comme un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I 2 1° du Code général des impôts ainsi qu'il résulte **de sa superficie et de sa nature de voirie** ;

En conséquence, la présente mutation entre dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée mais bénéficie d'une exonération en vertu des dispositions de l'article 261 5 1° du Code général des impôts.

Il déclare, en outre, ne pas vouloir opter pour l'acquittement de la taxe sur la valeur ajoutée prévu à l'article 260 5° bis du même code.

Base d'imposition - Pour le calcul des droits, le prix de vente ressort à la somme de **SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (7.800,00 €)**.

Par suite, la base d'imposition s'élève à la somme de **SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (7.800,00 €)**.

Exonération de droits de mutation - En application de l'article 1042 I du Code général des impôts, la présente mutation est exonérée de toute perception au profit du Trésor en raison de la qualité de l'acquéreur (collectivité locale).

Contribution de sécurité immobilière (art. 879 du Code général des impôts) - Exonération en raison de la qualité de l'acquéreur.

Projet de liquidation des droits
néant

ATTESTATION

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée du présent acte contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier des droits réels et à l'assiette de tous impôts, droits et taxes.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

DEUXIEME PARTIE

ARTICLE L.271-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

L'acquéreur étant une personne morale, la présente acquisition n'est pas soumise aux dispositions de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation offrant un délai de rétractation ou de réflexion de dix jours à l'acquéreur non professionnel d'un immeuble à usage d'habitation.

URBANISME - DROITS DE PREEMPTION

DISPENSE DE DOCUMENT D'URBANISME

En ce qui concerne l'urbanisme, les comparants, et plus particulièrement l'acquéreur, ont dispensé le notaire soussigné de requérir un certificat d'urbanisme, l'acquéreur ayant déclaré parfaitement connaître le bien vendu et avoir pris lui-même auprès des services compétents, tous renseignements concernant les règles d'urbanisme s'appliquant au bien vendu.

DROIT(S) DE PREEMPTION

Droit de préemption urbain - L'immeuble étant situé sur une portion de territoire où le droit de préemption urbain a été institué en application des articles L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, son aliénation donnait ouverture à ce droit de préemption en vertu de l'article L.213-1 dudit code, car elle n'entraîne pas dans les prévisions d'exemption figurant aux articles L.211-4 et L.213-1 du même code.

En conséquence, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme et établie conformément aux prescriptions de l'article R.213-5 du même code, a été notifiée au maire de la commune de situation de l'immeuble par lettre recommandée avec demande d'avis de réception **en date du 22 avril 2025**, dont la copie est demeurée ci annexée (annexe ++)

Les délais impartis par l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le titulaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R.213-7 du Code de l'urbanisme.

La cession dudit immeuble peut donc, en vertu du premier alinéa de l'article L.213-8 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SANTE PUBLIQUE

Etat des risques et pollutions en application des articles L.125-5 et suivants du Code de l'environnement - Conformément aux dispositions dudit article, il est ici

précisé que l'immeuble est situé dans une zone :

- de sismicité de niveau 2 définie par décret en Conseil d'Etat.
- à potentiel radon en zone 3 définie par voie réglementaire.

Ainsi qu'il résulte de l'arrêté préfectoral, indiquant la liste des communes dans lesquelles les dispositions relatives à l'obligation d'informer les acquéreurs de biens immobiliers sur les risques majeurs sont applicables, intervenu pour le département du VAR.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R.125-25 du Code de l'environnement, un état des risques et pollutions établi, le 22 avril 2025, au vu du dossier communal d'informations, est demeuré ci-annexé.

L'acquéreur reconnaît avoir été informé, tant par le notaire que connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques prévisibles liés à la localisation de l'immeuble et spécialement en ce qui concerne le respect pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, des règles édictées par les articles L.125-5, dans sa rédaction issue de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, et R.111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Il reconnaît également avoir parfaitement conscience que les cartes éventuellement annexées ne permettent pas une identification précise et systématique de l'immeuble vendu et que leur interprétation comporte nécessairement des limites.

Déclaration de sinistre - Conformément aux dispositions de l'article L.125-5 IV du Code de l'environnement, le vendeur déclare, qu'à sa connaissance, l'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques en application des articles L.125-2 et suivants ou L.128-2 du Code des assurances.

Information complémentaire relative à la pollution des sols - Le notaire a également informé les parties des dispositions de l'article L.125-7 du Code de l'environnement ci-après littéralement reproduit :

« Sans préjudice de l'article L.514-20 et de l'article L.125-5, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L.125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application de l'article L.125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat ou, à défaut, l'usage envisagé au sens de l'article L.556-1 A, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. La réhabilitation du terrain s'entend au sens du même article L.556-1 A.

Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article. »

A ce sujet, la consultation du site GEORISQUES est demeurée jointe à l'état des risques et pollution demeuré ci annexé en annexe +++

OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

L'immeuble est concerné par l'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé dans le cadre de la lutte contre les incendies, prévue aux articles L.131-10 et suivants et L.134-7 et suivants du Code forestier.

Les parties sont informées des obligations d'informations prévues à l'article L.134-16 du Code forestier ci-après reproduit :

"La mutation d'un terrain, d'une construction, d'un chantier ou d'une installation concerné par une obligation de débroussaillage ou de maintien en l'état débroussaillé résultant du présent titre est conditionnée au respect de cette obligation sur ce terrain ou aux abords de cette construction, de ce chantier ou de cette installation, dans la limite de la propriété sur laquelle cette construction, ce chantier ou cette installation est installé. Un décret précise les modalités d'application du présent alinéa, notamment les modalités de contrôle du respect de l'obligation de débroussaillage ou de maintien en l'état débroussaillé. Ces informations sont transmises dans les conditions définies à l'article L. 125-5 du code de l'environnement, quand elles portent sur l'obligation de débroussailler ou de maintenir en état débroussaillé.

En cas de mutation, le cédant informe le futur propriétaire de l'obligation de débroussailler ou de maintenir en état débroussaillé ainsi que de l'existence d'éventuelles servitudes résultant du présent titre. Ces informations sont transmises dans les conditions définies au même article L. 125-5, quand elles portent sur l'obligation de débroussailler ou de maintenir en état débroussaillé.

A l'occasion de toute conclusion ou renouvellement de bail, le propriétaire porte ces informations à la connaissance du preneur."

Conformément à l'article D.134-7 du Code forestier, l'attestation sur l'honneur du vendeur qu'il a été satisfait à ces obligations « *dans le respect des prescriptions légales et réglementaires, et notamment des modalités de mise en œuvre arrêtées par le représentant de l'Etat selon la nature des risques en application du dernier alinéa de l'article L. 131-10* », est demeurée ci-annexée aux présentes (annexe +++)

Biens archéologiques immobiliers -L'acquéreur reconnaît avoir été spécialement informé par le notaire des dispositions de l'article L.541-1 du Code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive portant réglementation des biens archéologiques immobiliers mis au jour à la suite d'opérations archéologiques ou de découvertes fortuites réalisées sur des terrains dont la propriété a été acquise après la publication de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001.

Ils sont présumés appartenir à l'Etat.

L'Etat verse au propriétaire du fonds où est situé le bien une indemnité destinée à compenser le dommage qui peut lui être occasionné pour accéder audit bien. A défaut d'accord amiable sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée par le juge judiciaire.

Lorsque le bien est découvert fortuitement et qu'il donne lieu à une exploitation, conformément à l'article L.541-3 du Code du patrimoine, la personne qui assure cette exploitation verse à l'inventeur une indemnité forfaitaire ou, à défaut, intéresse ce dernier au résultat de l'exploitation du bien. L'indemnité forfaitaire et

l'intéressement sont calculés en relation avec l'intérêt archéologique de la découverte.

Biens archéologiques mobiliers - L'acquéreur reconnaît avoir été spécialement informé par le notaire des dispositions de l'article L.541-1 du Code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive portant réglementation des biens archéologiques mobiliers mis au jour à la suite d'opérations archéologiques ou de découvertes réalisées sur des terrains dont la propriété a été acquise après la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Ces biens archéologiques mobiliers sont présumés appartenir à l'Etat dès leur mise au jour au cours d'une opération archéologique et, en cas de découverte fortuite, à compter de la reconnaissance de l'intérêt scientifique justifiant leur conservation.

Lors de la déclaration de la découverte fortuite qu'elle doit faire en application de l'article L.531-14 dudit code, la personne déclarante est informée, par les services de l'Etat chargés de l'archéologie, de la procédure de reconnaissance de l'intérêt scientifique de l'objet susceptible d'être engagée. L'objet est placé sous la garde des services de l'Etat jusqu'à l'issue de la procédure.

La reconnaissance de l'intérêt scientifique de l'objet est constatée par un acte de l'autorité administrative, pris sur avis d'une commission d'experts scientifiques. L'autorité administrative se prononce au plus tard cinq ans après la déclaration de la découverte fortuite. La reconnaissance de l'intérêt scientifique de l'objet emporte son appropriation publique. Cette appropriation peut être contestée pour défaut d'intérêt scientifique de l'objet devant le juge administratif dans les délais réglementaires courant à compter de l'acte de reconnaissance.

Quel que soit le mode de découverte de l'objet, sa propriété publique, lorsqu'elle a été reconnue, peut-être à tout moment contestée devant le juge judiciaire par la preuve d'un titre de propriété antérieur à la découverte.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

OBLIGATIONS DU VENDEUR

Etat - Contenance - L'immeuble est délivré dans son état actuel, sans garantie de la contenance, la différence avec celle réelle, même supérieure à un vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

Vices cachés - Le vendeur ne sera pas tenu à la garantie des vices apparents ou cachés pouvant affecter le sol ou le sous-sol.

A cet égard, il est ici précisé que cette exonération de la garantie des vices cachés ne peut s'appliquer aux défauts de la chose vendue dont le vendeur a déjà connaissance.

Clôture de l'immeuble - L'acquéreur devra clore à ses frais et sur son terrain, le bien vendu, de sorte qu'il ne puisse y avoir aucun passage entre ce dernier et les biens riverains appartenant à des tiers ou restant la propriété du vendeur, ni par des véhicules, ni par des animaux, ni par des personnes.

Garantie d'éviction - Situation hypothécaire - Le vendeur sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit, conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, il déclare notamment :

- qu'il n'existe à ce jour aucun litige ou aucune action en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété, et que le bien ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux,
- qu'il n'y a eu aucun empiètement sur un fonds voisin,
- qu'il n'a conféré à ce jour aucun droit quelconque sur le bien,
- qu'il subroge l'acquéreur dans tous ses droits et actions relatifs au bien.

Il s'oblige à obtenir, à ses frais, la mainlevée des inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu.

A ce sujet, le service de la publicité foncière a délivré à la date du **+++ avril 2025, renouvelé en date du ++++ 2025**, un état ne révélant l'existence d'aucune inscription sur l'immeuble vendu.

OBLIGATIONS DE L'ACQUEREUR

Impôts et charges - L'acquéreur supportera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et autres charges auxquels l'immeuble vendu est assujéti.

Concernant les taxes foncières, il est ici précisé ce qui suit :

- Le vendeur demeure seul tenu au paiement de celles relatives aux années antérieures.

- L'acquéreur s'oblige, en ce qui concerne le paiement des taxes relatives à l'année en cours, à rembourser la fraction lui incombant, calculée prorata temporis, à première demande du vendeur, redevable légal, accompagnée d'une copie de l'avertissement fiscal.

- Enfin, l'acquéreur sera tenu au paiement de celles relatives aux années postérieures. A ce sujet, si l'avertissement continuait à être établi au nom du vendeur, celui-ci s'oblige, sans délai, à informer le centre des impôts du changement de situation résultant des présentes.

Servitudes - L'acquéreur souffrira les servitudes passives, apparentes, continues ou discontinues pouvant grever le bien vendu, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls.

A cet égard et conformément à l'article 1638 du Code civil, le vendeur déclare qu'à l'exception de ce qui est dit ci-dessous, l'immeuble vendu n'est grevé d'aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et de tous règlements le régissant.

DISPOSITIONS DIVERSES

ORIGINE DE PROPRIETE

Le VENDEUR est propriétaire du bien objet des présentes par suite des faits et actes suivants :

1 / Acquisition de la parcelle cadastrée section BH n°416 par la SA du

CREDIT IMMOBILIER DU VAR

Aux termes d'un acte reçu par Maître PIERONI-MIGNON, lors Notaire à TOULON le 14 juin 1989, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de TOULON le 28 juillet 1989, volume 1989 P n°7089,

La SARL OMNIA IMMOBILIA, SARL au capital de 50 000 francs, dont le siège est à TOULON (Var), 6 rue Jeanne D'Arc, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro B 339 726 788 (86 B00831)

A vendu à

La SA du CREDIT IMMOBILIER DU VAR, SA au capital de 250 000 francs, dont le siège est à TOULON (var), avenue de Lattre de Tassigny, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 59 B 199 du registre analytique

La parcelle cadastrée section BH n°416 d'une superficie de 32a 03ca

Moyennant le prix de 1.243.000 francs TTC ACTE EN MAINS, payé comptant par la comptabilité du Notaire.

Aux termes dudit acte, il a été effectué les déclarations d'usage.

2 / Aux termes d'un procès verbal de cadastre n°4495 en date du 26 janvier 1990, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de TOULON le 16 janvier 1990, volume 1989 P n°11958 , la parcelle cadastrée section BH n°416 a été divisée en neuf parcelles numérotées 460 à 468

3/ Changement de dénomination du CREDIT IMMOBILIER DU VAR en SACICAP du VAR

Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 25 mai 2007, il a notamment été adopté la résolution suivante :

« [...]

A TITRE EXTRAORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée Générale, statuant à titre extraordinaire [...] décide [...] :

- D'adopter, après avoir pris connaissance de leur contenu, les nouveaux statuts proposés par le conseil d'administration [...]

- De prendre acte de ce que ces modifications statutaires n'entraîneront pas la création d'une personne morale nouvelle et que la durée de la société et son siège social resteront inchangés ;

- D'adopter, au 31 décembre 2007, la nouvelle dénomination sociale suivante : SACICAP du VAR

[...] »

4 / Fusion – absorption de la SACIAP DU VAR par la SACICAP DU VAUCLUSE

Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 30 juin 2022, il a notamment été adopté la résolution suivante :

« [...] »

ASSEMBLEE STATUTANT A TITRE EXTRAORDINAIRE

[...]

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance :

Du projet de fusion conclu le 20 avril 2022, prévoyant à titre de fusion par la société SACICAP DU VAR de l'ensemble de ses biens et obligations à la société SACICAP VAUCLUSE

[...]

1) Approuve dans toutes ses dispositions le projet de fusion et décide la fusion par voie d'absorption de la société SACICAP DU VAR par la société SACICAP VAUCLUSE

2) Approuve la transmission universelle du patrimoine de la société SACICAP DU VAR ainsi que l'évaluation qui en a été faite [...]

[...] »

5 / Changement de dénomination de la SACICAP DU VAUCLUSE en PROCIVIS PACA

Aux termes d'un procès verbal d'assemblée générale en date du 27 septembre 2022, il a notamment été adopté la résolution suivante :

« [...] »

ASSEMBLEE STATUTANT A TITRE EXTRAORDINAIRE

[...]

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale des associés après avoir validé la fusion absorption de la SACICAP du VAR par la SACICAP de VAUCLUSE :

1) Approuve la modification de la dénomination de la SACICAP du VAUCLUSE après la fusion absorption de la SACICAP du VAR.

2) Approuve la nouvelle dénomination, validée par PROCIVIS UES/AP, de « PROCIVIS PACA »

[...] »

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent expressément le notaire soussigné d'établir plus longuement l'origine de propriété de l'immeuble, déclarant vouloir s'en référer aux titres antérieurs.

REMISE DE TITRES

Il n'est fait la remise d'aucune pièce ni titre de propriété antérieurs à l'acquéreur qui pourra s'en faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou copies comme étant subrogé dans tous les droits du vendeur.

DECLARATIONS D'ETAT CIVIL

Le représentant de la société "VENDEUR" déclare :

Que la société "VENDEUR" est une société française et a son siège social en France.

Que la société n'a fait l'objet d'aucune action en nullité et ne se trouve pas en état de dissolution anticipée.

Que le mandataire social ne se trouve pas frappé d'incapacité légale d'exercer ses fonctions.

Que la société n'est pas en état de règlement judiciaire, de liquidation de biens, cessation de paiement, redressement judiciaire ou autres.

DECLARATION SUR L'ABSENCE DE PACTE DE PREFERENCE

A titre d'information complémentaire, sont ici littéralement rappelées les dispositions de l'article 1123 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 :

« Le pacte de préférence est le contrat par lequel une partie s'engage à proposer prioritairement à son bénéficiaire de traiter avec lui pour le cas où elle déciderait de contracter.

Lorsqu'un contrat est conclu avec un tiers en violation d'un pacte de préférence, le bénéficiaire peut obtenir la réparation du préjudice subi. Lorsque le tiers connaissait l'existence du pacte et l'intention du bénéficiaire de s'en prévaloir, ce dernier peut également agir en nullité ou demander au juge de le substituer au tiers dans le contrat conclu.

Le tiers peut demander par écrit au bénéficiaire de confirmer dans un délai qu'il fixe et qui doit être raisonnable, l'existence d'un pacte de préférence et s'il entend s'en prévaloir.

L'écrit mentionne qu'à défaut de réponse dans ce délai, le bénéficiaire du pacte ne pourra plus solliciter sa substitution au contrat conclu avec le tiers ou la nullité du contrat. »

A ce sujet, le vendeur ou le cédant déclare ne pas avoir consenti un tel pacte de préférence au bénéfice d'un tiers, antérieurement aux présentes, et pouvant faire obstacle à la présente opération.

DECLARATION SUR L'ABSENCE D'UNE PROMESSE DE VENTE CONSENTIE AU PROFIT D'UN TIERS

Les parties déclarent être parfaitement informées qu'aux termes de l'article 1124 alinéa 3 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 ci-dessous reproduit, le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul.

A ce sujet, le vendeur ou le cédant déclare expressément ne pas avoir consenti de promesse de vente au profit d'un tiers au présent contrat.

Reproduction de l'article 1124 alinéa 3 du Code civil :

"Le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul."

OBLIGATION D'INFORMATION

Les parties déclarent être parfaitement informées des dispositions de l'article 1112-1 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations aux termes duquel :

"Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants."

Elles déclarent avoir parfaitement conscience de la portée de ces dispositions et ne pas y avoir contrevenu.

MEDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige entre elles ou avec un tiers, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <http://www.mediation.notaires.fr>

CONCILIATION CONVENTIONNELLE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra préalablement à toute instance judiciaire soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le président de la Chambre des notaires dont dépend le rédacteur de l'acte. Le président de la Chambre des notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

TRANSMISSION PAR COURRIER ELECTRONIQUE

A titre d'information préalable sont ici reproduites les dispositions de l'article 1126 du Code civil tel qu'issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 aux termes desquelles : *"Les informations qui sont demandées en vue de la conclusion d'un contrat ou celles qui sont adressées au cours de son exécution peuvent être transmises par courrier électronique si leur destinataire a accepté l'usage de ce moyen."*

Les parties déclarent en conséquence accepter expressément que les informations et documents relatifs à la conclusion du contrat, en ce compris, le cas

échéant, le consentement à la comparution par visioconférence, leur soient communiqués par courrier électronique (e-mail)

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu un projet du présent acte, par courriel en date du 23 avril 2025, et en conséquence, avoir eu la possibilité d'en prendre connaissance avant d'apposer leur signature sur ledit acte

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES

Les parties autorisent l'office notarial à détruire les documents et pièces qui lui ont été remises, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité..

FORCE PROBANTE

Le notaire a informé les parties des dispositions de l'article 1379 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, duquel il résulte que la copie exécutoire ou authentique d'un acte authentique a la même force probante que l'original.

REMISE DES PIÈCES ET DOCUMENTS SOUS FORMAT DEMATERIALISE

Les parties autorisent le notaire soussigné à remettre les pièces, documents originaux et copies en suite du présent acte sous format dématérialisé.

Les parties considèrent également que le présent acte contient l'intégralité des pièces et éléments auxquels elles ont souhaité conférer un caractère authentique.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial, ci-après « Responsable de traitement », traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales et de négociation de biens immobiliers.

Ce traitement est fondé sur l'exécution d'un contrat, ou sur l'exécution de mesures précontractuelles.

Ces données sont susceptibles d'être communiquées aux destinataires suivants :

- les sous-traitants de l'Office notarial en matière de fourniture de logiciel de gestion des activités de l'Office notarial et de négociation immobilière ;
- les sous-traitants de l'Office notarial en matière d'hébergement des données de l'Office notarial ;
- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le Livre Foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires,

registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

Les données nécessaires au traitement sont supprimées ou archivées après le solde des comptes ou la ruptures des relations contractuelles. S'agissant des suites de la négociation, les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation, vous pouvez accéder aux données vous concernant. Le cas échéant, vous pouvez demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou vous y opposer pour des raisons tenant à votre situation particulière.

Ces droits peuvent être exercés directement auprès du Responsable de traitement ou de son Délégué à la protection des données à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si vous pensez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle : la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

BASE ANONYME DE DONNEES IMMOBILIERES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Ces données sont exploitées par Min.not afin d'assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général et de faciliter le suivi de l'évolution du marché immobilier et d'assurer une évaluation précise des biens immobiliers. Ces informations sont nécessaire tant aux professionnels qu'aux particuliers ou aux institutions publiques.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant Informatique et Libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire de l'émolument de

formalité conformément à l'article A.444-171 du Code de commerce.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

En outre, le notaire soussigné affirme, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure dans la partie normalisée du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE, rédigé sur **DIX-NEUF** pages.

La partie normalisée comprenant **SEPT** pages.

Fait et passé à **LA SEYNE SUR MER (83500) 82 boulevard Etienne Peyre,**
pour ce qui concerne ---,

Et à **TOULON (83000) 107 Boulevard Henri Fabre,** pour ce qui concerne
Madame Valérie PAECHT et le Notaire soussigné ,

Les jour, mois et an susdits,

La lecture du présent acte a été donnée à chacune des parties et leurs
signatures sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné,

Et le notaire a lui-même signé

Le présent acte comprenant :

renvoi

mot nul

ligne nulle

blanc barré

chiffre rayé